

Pôle Investissement
Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical

Pouvoir adjudicateur :

C.H.U. de BREST
Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale
2 avenue Foch
29609 Brest Cedex

**Procédure négociée sans publicité ni mise
en concurrence**

CH LE JEUNE DE SAINT RENAN

**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et d'Usage (AMO - AMU)
dans le cadre du projet de reconstruction partielle et de
réhabilitation de la résidence KERNATOUS (EHPAD)
étape 2**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (C.C.A.P)**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique
– version consolidée du 1er avril 2019.

Rédacteur : S Agnetti

Date : 13/03/2025

Référence : 2025DTA0029



TABLE DES MATIERES

A	OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	4
1	Objet du marché	4
2	Procédure - marché	4
2.1	Le pouvoir adjudicateur.....	4
2.2	Etablissement exécutant le marché - maître d'ouvrage	4
2.3	Procédure.....	4
2.4	Réserves	4
2.5	Forme du marché.....	5
2.6	Prestations similaires.....	5
B	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
3	Pièces particulières :	5
4	Pièces générales :	5
C	MISSION	5
5	Mise en œuvre de la mission.....	5
6	Dispositions particulières d'exécution de la mission	6
7	Durée et délais d'exécution.....	6
8	Tranches et phases.....	7
9	Délais d'exécution	7
D	EXECUTION DU MARCHÉ	8
10	Modalités d'exécution et ordre de service	8
11	Vérification, remise des livrables, admission	8
12	Constatation de l'exécution des prestations.....	9
13	Propriété intellectuelle	9
14	Usage de la langue française	9
E	PRIX - REGLEMENT	9
15	Formes et caractéristiques des prix.....	9
16	Choix de l'index de référence	10
17	Modalités de révision des prix	10
18	Contenu des prix	10
19	Cautionnement et garantie exigées.....	11
20	Avance	11
21	Paiement des tranche(s) optionnelles(s)	12
22	Acomptes et paiement partiels définitifs	12
23	Procédure de demande de paiement des prestations	12
24	Procédure de règlement des factures des prestations - facturation	13
F	PENALITES	14

25	Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du code du travail.....	15
26	Absences aux réunions	15
G	MODIFICATION RELATIVE AU TITULAIRE DU PRESENT MARCHE	15
H	RESILIATION DU MARCHE	15
27	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
28	Résiliation pour faute du titulaire.....	16
29	Résiliation aux torts du titulaire et résiliation à ses frais et risques.....	16
I	PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	16
J	DISPOSITIONS GENERALES.....	17
30	Sous-traitance.....	17
31	Formes des notifications et informations durant le marché	17
32	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	17
33	Obligations du titulaire	18
34	Représentants des parties	18
35	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	18
36	Protection de l'environnement.....	18
37	Clause de discrétion.....	18
K	REGLEMENTS DES LITIGES	19
38	Conciliation par un tiers.....	19
39	Saisine du comité consultatif de règlement amiable	19
L	COMPTABLE ASSIGNATAIRE	19
M	DEROGATIONS OU COMPLEMENTS AU CCAG-PI.....	19

A OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent une seconde étape de mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et d'usage (AMU) dans le cadre du projet de reconstruction partielle et de la réhabilitation de la résidence KERNATOUS (EHPAD – 82 résidents / addictologie – 18 HP et 6 places d'accueil de jour).

La description de la mission et leurs spécifications sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2 Procédure - marché

2.1 Le pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier Universitaire de Brest

2 Avenue Foch
29609 Brest cedex

Représenté par Madame la Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Brest ou son représentant.

2.2 Etablissement exécutant le marché - maître d'ouvrage

Centre Hospitalier Le Jeune de Saint Renan

17 rue de Brest
29290 Saint Renan

Représenté par Madame la Directrice Déléguée du Centre Hospitalier Le Jeune de Saint Renan ou son représentant.

2.3 Procédure

Procédure sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R2122-8 du Code de la Commande Publique.

Par conséquent, le montant total du marché (révision éventuelle et avenants éventuels compris) ne pourra excéder 40 000 € HT.

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande publique : décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, version consolidée au 1er avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

2.4 Réserves

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le titulaire prendra soin de signaler par écrit au pouvoir adjudicateur toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions du dossier pour justifier une demande de supplément.

2.5 Forme du marché

Le marché est un marché de prestations intellectuelles.
Il ne fait pas l'objet d'un allotissement.

2.6 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens des articles R 2122-7 du CCP.

B PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation, sont réputées être connues du titulaire.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

3 Pièces particulières :

- L'ATTRI1 du marché et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le mémoire technique et méthodologique du titulaire du marché.

4 Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021 NOR : ECOM2106874A).

Ces documents sont impérativement applicables aux prestations visées au CCTP et au CCAP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres. Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels : les candidats déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire du marché; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

C MISSION

5 Mise en œuvre de la mission

La conduite des prestations est assurée par la personne physique désignée à l'acte d'engagement (titulaire en personne dans le cas d'une personne physique agissant en son nom personnel, représentant du titulaire dans le cas d'une personne morale).

Le titulaire est engagé par la qualité des moyens humains proposés dans le mémoire technique remis avec son offre et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de sa mission.

Le titulaire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable de la mission ou, en cas d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas d'empêchement (congés, maladie...), la personne physique désignée pour représenter le titulaire sera remplacée par le suppléant désigné à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, en cas de changement du responsable de la mission, le titulaire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, le nom du nouveau correspondant pressenti, accompagné de son CV, de ses références, de son plan de charge et de tout renseignement le concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Le titulaire s'assure que le nouveau responsable dispose de l'ensemble des documents et de toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de la mission, de sorte que le CH de Saint de Renan ou son représentant n'ait pas à assurer, en lieu et place du titulaire, son information.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le CH de Saint Renan, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 36 à 40 du CCAG PI.

Les études devront être conformes aux stipulations du marché.

Le CH de Saint Renan mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des études et facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

6 Dispositions particulières d'exécution de la mission

En application de l'article 22 du CCAG PI, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques - appelées dans le présent marché « phases » - à exécuter distinctement, le CH de Saint Renan peut décider, au terme de chacune de ces phases, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que chacune de ces phases est clairement identifiée et assortie d'un montant.

En l'espèce, une telle décision pourra être prise, après chacune des phases énumérées au CCTP.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas d'interruption au terme d'une phase quelle qu'elle soit.

En sus, les points suivants devront être respectés par le titulaire :

a) Confidentialité

Le titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité à l'égard des données, documents, échanges, débats, etc. dont il aura connaissance pour et pendant l'exécution de sa mission.

b) Documents à conserver par le titulaire

Le titulaire devra tenir à la disposition du mandataire et communiquer à celui-ci, sur simple demande de sa part, à tout moment et pour n'importe quelle durée, tous les documents qui auront servi à l'exécution de sa mission.

Il devra prendre toutes mesures propres à en assurer la parfaite conservation.

7 Durée et délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de la date indiquée sur la lettre de notification.

La durée du marché sera précisée à l'acte d'engagement au moyen d'un planning prévisionnel annexé au dit acte lors de la notification du marché.

Le délai global d’exécution de la prestation débute à compter de la date figurant sur l’ordre de service.

Chaque phase fera l’objet d’un ordre de service.

Dans le cadre de ces délais, le candidat proposera un calendrier détaillé de réalisation des prestations. Une fois accepté par le CH de Saint Renan et notifié par le pouvoir adjudicateur, ce calendrier deviendra contractuel.

Le délai d’exécution des prestations pourra être prolongé, conformément au CCAG-PI.

Si le titulaire est dans l’impossibilité d’assurer l’exécution de la prestation dans les délais fixés, il doit immédiatement en aviser le pouvoir adjudicateur et le CH de Saint Renan avant l’expiration de ces délais.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché.

La poursuite de l’exécution des prestations en cas de dépassement est subordonnée à la conclusion d’un avenant.

8 Tranches et phases

Le présent marché ne fait pas l’objet de tranches optionnelles.

Le marché se décompose en « parties techniques » selon les termes de l’article 22 du CCAG-PI, ici nommées « phases » :

Phases	
Phase 1	Assistance en phase conception (PRO/DCE) et consultation des entreprises
Phase 2	Réalisation du projet

Le contenu des phases, les attendus et livrables sont définis au CCTP.
Chaque phase fera l’objet d’un ordre de service.

9 Délais d’exécution

Pour le calcul des délais, il est compté le nombre de jours ouvrés.

Point de départ du délai	
Date de l’accusé de réception par le titulaire du prononcé de l’approbation du document le précédent dans l’ordre chronologique de déroulement de l’opération.	

Les livrables sont décrits au CCTP.

Délais d’approbation des documents par le maître d’ouvrage

L’approbation consiste en l’acceptation par le maître d’ouvrage des livrables, des documents d’études correspondant à l’élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché.

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des livrables, des documents, des études par l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée à l'AMO dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI.

L'approbation peut être assortie de conditions à prendre en compte par l'AMO dans un délai fixé par le CH de Saint Renan et soumis aux dispositions de l'article ci-dessus.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

D EXECUTION DU MARCHÉ

10 Modalités d'exécution et ordre de service

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

L'exécution du marché s'opère par ordres de service établis au fur et à mesure des besoins et visés et adressés par le CH de Saint Renan.

L'ordre de service comporte :

- la référence au présent marché,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le délai d'exécution,
- la phase et/ou problématique à aborder.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il devra les notifier au CH de Saint Renan dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion, conformément aux dispositions prévues 3.8.2 du CCAG-PI.

Les ordres de service peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et leur exécution peut se poursuivre au-delà de son terme, sans toutefois prolonger la durée d'exécution du marché dans les conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

11 Vérification, remise des livrables, admission

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux prescriptions des articles 28 et 29 du CCAG-PI.

L'admission des prestations consistera à constater la production des livrables prévus, et la satisfaction des attentes de la Personne Publique, exprimées dans le C.C.T.P.

Un livrable est tout résultat, document, mesurable, tangible ou vérifiable, qui résulte de l'achèvement d'une partie de projet ou du projet.

Si la vérification est positive, le CH de Saint Renan procédera :

– à l'**admission** des prestations,
ou

- à leur **réfaction**, s'il est estimé que les services, bien que ne satisfaisant pas entièrement aux conditions du marché, présentent des possibilités d'admission en l'état. La Personne Publique peut alors prononcer une réfaction, qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées (article 29.3 du CCAG-PI).

Si la vérification est négative, le CH de Saint Renan procédera :

- à l'**ajournement** des prestations pour causes de réserves formulées, dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-PI,

ou

- à leur **rejet pur et simple**. Dans ce cas, le CH de Saint Renan prononcera la résiliation du marché sans indemnité.

12 Constatation de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, la vérification des prestations concernent :

- Les aspects quantitatifs : tableau de suivi de la mission ;
- Les aspects qualitatifs sont vérifiés selon les dispositions suivantes :
 - o Complétude des informations figurant dans les documents,
 - o Exactitude des informations figurant dans les documents,
 - o Qualité rédactionnelle,
 - o Conformité aux dispositions du CCTP et au mémoire technique (et ses annexes) du candidat.

Cette liste est non exhaustive.

13 Propriété intellectuelle

L'utilisation des résultats sera conforme à l'article sera faite conformément au chapitre 6 du CCAG-PI.

14 Usage de la langue française

La langue française est utilisée dans les réunions de travail et les correspondances avec le maître d'ouvrage ou ses représentants, les consignes de sécurité ou les documents techniques. Les documents afférents sont soit rédigés en langue française, soit accompagnés d'une traduction en français.

Dans l'hypothèse où la non-compréhension de la langue française par un ou plusieurs intervenants sur le chantier empêche la transmission des consignes de sécurité afférentes au chantier, le titulaire, après information préalable du maître de l'ouvrage, met en œuvre tous les moyens pour que ces consignes soient bien comprises de l'ensemble des intervenants (présence d'un interprète ou d'un salarié pouvant traduire les consignes par exemple).

E PRIX - REGLEMENT

15 Formes et caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix forfaitaire par phase selon les stipulations de l'acte d'engagement.

La décomposition indicative par élément de mission est donnée dans le devis. Ce document est établi par le candidat.

Les prix sont établis en euros et sont conformes à la réglementation en vigueur à la date limite de réception des offres. Ils sont indiqués hors taxes, avec le taux de TVA. Les organismes non assujettis à la TVA doivent l'indiquer. Les prix sont donc réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents.

Les prix comprennent les frais nécessaires à la réalisation de la prestation, y compris les frais de transport, d'hébergement et de restauration. Ils sont donc exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations.

Le prix global et forfaitaire est révisable suivant les modalités fixées aux articles 16 et 17 ci-après.

Les prix du marché sont établis sur la base de conditions économiques du mois de remise des offres ou m0 (cf page de garde du règlement de consultation).

16 Choix de l'index de référence

L'index de référence l choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations est l'index ING Ingénierie.

L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Equipeement (base 100 en 2010). En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

17 Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 15 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule

$$C_m = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence l visé à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** respectivement :

- au mois m0 (mois de remise des offres)
- au mois m suivant les modalités de détermination précisées ci-après.

L'index I_m ne peut être celui d'un mois postérieur à celui de l'achèvement de chaque élément de mission.

Pour le calcul des révisions le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les révisions des acomptes seront effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes d'acomptes. Elles seront ensuite rectifiées à l'occasion du versement des acomptes ultérieurs au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

18 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA ; le titulaire reconnaît que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- Comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché.

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations du CH de Saint Renan.

A programme constant, le forfait de rémunération n'est pas modifié. L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires. Il ne sera pas modifié si le phasage et le délai d'exécution des travaux changent en cours des études de conception.

En cours d'exécution des travaux, l'allongement de la durée du chantier n'entraînera pas de rémunération complémentaire sauf si cet allongement a pour origine une modification substantielle du programme et dont le titulaire n'a pas de part de responsabilité. Dans cette hypothèse, le titulaire devra justifier par un mémoire, les frais complémentaires réels engendrés par ces modifications. En cas d'accord entre les parties, un avenant sera conclu.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- A l'établissement des notes d'honoraires, en vue des règlements d'acomptes,
- A la détermination de prix nouveaux pour des prestations non prévues au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix.

De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

19 Cautionnement et garantie exigées

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

20 Avance

En application de l'article [R.2191-3](#) du Code de la Commande Publique, une avance peut être accordée au titulaire du marché lorsque le montant de la commande est supérieur à 50 000 euros HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément à l'article 11.1 option B et en application de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique, l'avance éventuelle est fixée à :

- 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché,
- 10% du montant initial toutes taxes comprises du marché lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché peut refuser cette avance, à charge pour lui de le préciser sur son acte d'engagement.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

En application des articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la Commande Publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant minimum du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant minimum, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue en une seule fois sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d’une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l’avance et conditions de versement et de remboursement) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 et suivants du Code de la Commande Publique.

L’avance n’est ni révisable, ni actualisable.

Le CH de Saint Renan demande la constitution d’une garantie à première demande en contrepartie de l’avance.

21 Paiement des tranche(s) optionnelles(s)

Sans objet

22 Acomptes et paiement partiels définitifs

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire en fonction de l’état d’avancement de l’étude selon les dispositions de l’article 11.7 du C.C.A.G.-P.I.

23 Procédure de demande de paiement des prestations

Afin de respecter et d’optimiser la bonne exécution du présent marché, le titulaire veillera à communiquer au CH de Saint Renan les factures établies sur la base de l’échéancier de paiement suivant, à compter de la réalisation effective de ces prestations et de la réception de celles-ci par le CH de Saint Renan :

Phases	
Phase 1	Assistance en phase conception (PRO/DCE) et consultation des entreprises
Phase 2	Réalisation du projet

Le paiement s’effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l’article 11 du C.C.A.G./P.I.

La rémunération au forfait sera fixée par le candidat dans le devis.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l’article 11.3 du C.C.A.G.-P.I.

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d’inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d’exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l’organisme débiteur
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l’indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA

- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

D'autre part, les factures ne seront traitées que si les prestations ont été réalisées. En conséquence, le délai global de paiement ne démarrera qu'à compter de la date de fin des prestations.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire en informera sans délai le pouvoir adjudicateur et le CH de Saint Renan, voir article « modification relative au titulaire du présent marché » du présent CCAP.

En cas de cotraitance :

en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance relèvent du C.C.A.G.-P.I.

En cas de sous-traitance : le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

24 Procédure de règlement des factures des prestations - facturation

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit une dématérialisation des demandes de paiement à compter du 1^{er} janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée d'ici le 1^{er} janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP 2017) est ainsi obligatoire.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, le CH de Saint Renan exige le dépôt des factures sur CHORUS pour les prestations effectués sur bons de commande.

Le dépôt sera fait en utilisant le SIRET de votre structure (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et en utilisant les identifiants ci-dessous.

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

Trois mentions obligatoires ont été instaurées par le décret du 2 novembre 2016 pour permettre l'acheminement des factures électroniques par Chorus Pro :

– l’identifiant de l’émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;

– le « code service » permettant d’identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l’entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l’acheminement de ses factures reçues ; les codes services de chaque unité de gestion et de chaque service seront communiqués aux titulaires lors de la notification du marché

– le « numéro d’engagement » qui correspond à la référence à l’engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d’information de l’entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire ; le numéro d’engagement correspond au n° de bon de commande, ou en l’absence de bon de commande, au n° du marché notifié à l’attributaire.

Vous trouverez ci-après les codes CHORUS du CH de Saint Renan :

CHORUS PRO – CH LEJEUNE ST RENAN	
Identifiant Structure	262 900 111 00028
Service	ECONOMAT
Code(s) service(s)	9100
Engagement	OBLIGATOIRE - N° DE COMMANDE

La facturation se décomposera comme suit et se basera sur la décomposition du prix forfaitaire indiqué dans le devis du candidat remis avec son offre.

Pour toutes les phases : à fréquence mensuelle sur justification des livrables de la phase définis à dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ou l’offre du candidat et des missions réalisées selon le temps passé.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d’intérêts moratoires, ainsi qu’à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

F PENALITES

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Les pénalités pour retard s'appliquent tant pour les retards dans l'exécution des phases que pour les retards dans les délais de livraison des livrables.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités pour retard dans l'exécution des phases ou dans les délais de livraison des livrables sont d'un montant de 100 € (cent euros) par jour de retard.

Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire se verra appliquer des pénalités dès le 1er euro dû.

25 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du code du travail

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché.

26 Absences aux réunions

En complément de l'article 14 du CCAG PI, pour chaque absence constatée par le CH de Saint Renan, le prestataire pourra subir une pénalité de 500€ (cinq cent euros).

G MODIFICATION RELATIVE AU TITULAIRE DU PRESENT MARCHE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur et le CH de Saint Renan par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

En cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur et le CH de Saint Renan par écrit et communiquer le RIB de ces nouvelles coordonnées, dans les plus brefs délais.

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur et le CH de Saint Renan de tout projet de fusion, d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est prévu d'être transféré ou cédé.

Le transfert ou la cession est soumis à l'acceptation du CH de Saint Renan et du pouvoir adjudicateur. En cas d'acceptation de la cession du marché par le CH de Saint Renan et le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant émis par le pouvoir adjudicateur constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la date de réception par le CH de Saint Renan de l'information du retrait du mandataire, le cocontractant désigné en 2^{ème} position dans le présent document devient le nouveau mandataire du groupement, sous réserve d'une validation par le CH de Saint Renan.

H RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation, hormis les dispositions relevant de l'arrêt de l'exécution des prestations, il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG PI avec les précisions suivantes.

27 Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 41.2.2.4 du CCAG PI est fixé à 5 % d'un montant égal à la différence entre le montant total des bons de commande émis et le montant total des prestations réceptionnées.

28 Résiliation pour faute du titulaire

En complément aux dispositions de l'article 39.1 du CCAG PI, le marché pourra être résilié en cas de manquements répétés aux obligations contractuelles (qualitatives et quantitatives) mettant en cause l'objet de la mission.

A ce titre, une mise en demeure préalable assortie d'un délai d'exécution sera préalablement notifiée au titulaire. La résiliation sera prononcée, par envoi d'un courrier recommandé avec avis de réception si la mise en demeure est restée infructueuse. La date d'effet de la résiliation sera la date de réception dudit courrier.

29 Résiliation aux torts du titulaire et résiliation à ses frais et risques

Par dérogation aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du CCAG PI et à l'article 26.2 ci-dessus, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le mandataire est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 30.1 du CCAG PI), les prestations sont réglées sans abattement.

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-P.I., le CH de Saint Renan se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions énumérées à l'article 36 du C.C.A.G.-P.I.

I PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, et tous les 6 mois pendant son exécution, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou du CH de Saint Renan et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du marché.

J DISPOSITIONS GENERALES

30 Sous-traitance

Le prestataire retenu pour assurer les missions du marché doivent présenter l'ensemble des compétences nécessaires à la bonne exécution du contrat. Par conséquent, la sous-traitance en cours d'exécution du marché est autorisée à titre exceptionnel et ce, dans le cadre de la loi de 1975 modifiée à savoir, après agrément du maître de l'ouvrage.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée, se conformer aux dispositions du présent marché et ses conditions de paiement agréées par la personne responsable du marché. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra présenter au CH de Saint Renan :

- une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 disponible sur le site du Ministère de l'Economie – <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> - mise à jour 01/04/2019) ;
- une lettre de candidature (formulaire DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie – <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> - mise à jour 01/04/2019) ;
- une déclaration du candidat individuel (formulaire DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie – <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> - mise à jour 01/04/2019) ;
- une attestation d'assurance du sous-traitant ;
- un relevé d'identité bancaire du sous-traitant en cas de paiement direct.

Une notification portant acceptation du sous-traitant est adressé au mandataire du groupement.

31 Formes des notifications et informations durant le marché

Conformément aux dispositions de l'article 2 du CCAG-PI, la notification au(x) titulaire(s) des décisions ou informations, faisant courir un délai ou ne faisant pas courir de délai, pourra être faite par échanges dématérialisés.

A cet effet, le titulaire transmettra une adresse de messagerie électronique valide pendant toute la durée du marché.

Il indique dans l'acte d'engagement (ATTRI1) cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur et le CH de Saint Renan dans les plus brefs délais.

32 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

Le droit français est applicable au présent marché.
En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le titulaire utilise la langue française dans tous les échanges et documents rédigés.

33 Obligations du titulaire

Les titulaires s’engagent à :

- assurer les prestations telles que définies dans le CCTP et ses annexes ;
- désigner nominativement un responsable du marché. Ce responsable sera le correspondant du responsable désigné par l’établissement tout au long de la mission ; en cas d’absence, un remplaçant devra être nommé afin d’assurer l’exécution normale du marché.

Le titulaire se doit de demander, par lettre recommandée avec accusé réception ou message électronique avec accusé réception, au CH de Saint Renan les éléments nécessaires à la bonne exécution du marché à compter de la notification du marché et durant le délai d’exécution du marché.

34 Représentants des parties

Le représentant du CH de Saint Renan en tant qu’interlocuteur technique pour la présente consultation, est M Erwan Le Lann, Ingénieur Travaux du CHU de Brest.

La représentante du CH de Saint Renan pour le présent marché est M Isabelle Begoc, Directrice Déléguée, ou son représentant.

Par dérogation à l’article 3.4.1. du CCAG-PI, le candidat désigne lors de la remise de son offre la ou les personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur et du CH de Saint Renan pour les besoins de l’exécution du marché.

35 Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail

Par dérogation à l’article 6.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de se conformer aux évolutions de la législation sur la protection de la main d’œuvre et des conditions de travail et fera son affaire de ces modifications. L’impact financier fera l’objet d’un avenant le cas échéant. Conformément à l’article 6.2 du CCAG-PI, en l’absence d’accord entre les parties, l’acheteur procèdera à une modification unilatérale du marché.

36 Protection de l’environnement

Par dérogation à l’article 7.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de se conformer aux évolutions de la législation sur la protection de l’environnement et fera son affaire de ces modifications. L’impact financier fera l’objet d’un avenant le cas échéant. Conformément à l’article 7.2 du CCAG-PI, en l’absence d’accord entre les parties, l’acheteur procèdera à une modification unilatérale du marché.

37 Clause de discrétion

Le titulaire s’engage à ne pas divulguer, ni à utiliser, à d’autres fins que l’exécution du présent marché, les informations qu’il est amené à connaître, directement ou indirectement, du fait de l’exécution du marché.

De même, le titulaire s’engage pour lui ou pour toute autre personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute autre communication ou renseignements, documents, objets quelconques, que celle expressément prévue au présent marché et ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

La personne publique sera fondée à résilier de plein droit le présent marché sans indemnités, en cas de manquement du titulaire ou de l’un de ses cocontractants à l’obligation de discrétion.

K REGLEMENTS DES LITIGES

38 Conciliation par un tiers

En cas de différend portant sur le respect des clauses du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis un expert choisi par eux avant toute procédure judiciaire.
Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

39 Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article [R. 2197-1](#) du Code de la Commande Publique).

L COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le Trésorier Principal du CH de Saint Renan est chargé du paiement des prestations délivrées dans le cadre du présent contrat :

Monsieur le Trésorier Principal
Centre des Finances Publiques
8 rue Duquesne – BP 91066
29609 Cedex

M DEROGATIONS OU COMPLEMENTS AU CCAG-PI

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants :

- Article C.5 du présent document déroge à l'article 3.4.3 du CCAG PI,
- Article D.12 du présent document déroge à l'article 28 du CCAG PI,
- Article F du présent document déroge aux articles 14.1.3 et 14.1 du CCAG PI,
- Article H.29 du présent document déroge aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG PI,
- Article J.34 du présent document déroge à l'article 3.4.1 du CCAG PI,
- Article J.35 du présent document déroge à l'article 6.2 du CCAG PI,
- Article J.36 du présent document déroge à l'article 7.2 du CCAG PI.

Les compléments explicités dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants :

- Article F.26 du présent document complète l'article 14 du CCAG PI,
- Article H.28 du présent document complète l'article 39.1 du CCAG PI.